**MODÈLE DE DOCUMENT ÉTABLI EN APPLICATION DE L'ARTICLE 3 DU** [**DÉCRET N°2023-845 DU 30 AOUT 2023**](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000048011392&categorieLien=cid) **PORTANT SUR LA COMMUNICATION AUX AGENTS PUBLICS DES INFORMATIONS ET RÈGLES ESSENTIELLES RELATIVES À L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS**

**POUR LES FONCTIONNAIRES TITULAIRES, STAGIAIRES ET LES ÉLÈVES EN ÉCOLE DE FORMATION RELEVANT DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE**

(Annexe 2 de l’arrêté du 30 août 2023 fixant les modèles de documents d'information prévus par le décret n°2023-845 du 30 août 2023 portant sur la communication aux agents publics des informations et règles essentielles relatives à l'exercice de leurs fonctions.)

**I. - Informations générales**

Le présent document vous est remis pour vous informer des règles et conditions essentielles d'exercice de vos fonctions, en application du [décret n°2023-845 du 30 août 2023](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000048011392&categorieLien=cid).

Vos nom et prénom : […] […]

Votre adresse : […]

Dénomination de l'autorité administrative assurant votre gestion : […]

Adresse de l'autorité administrative assurant votre gestion : […]

Votre cadre d'emplois : […]

Votre grade : […]

Vous relevez du *[indiquez le décret fixant le statut particulier du cadre d'emplois du fonctionnaire]*

*et/ou* du [décret n°92-1194 du 4 novembre 1992](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000528575&categorieLien=cid) fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale

*et/ou* du [*indiquez le ou les textes régissant la situation des élèves relevant de l'école de formation concernée*].

Vous occupez l'emploi de : […]

*ou* vous vous formez en vue d'occuper un emploi correspondant au grade de […]

Date de début d'exercice de vos fonctions : […]

*ou* Votre stage débute le […] pour une durée prévisionnelle de […]

*ou* Votre scolarité débute le […] pour une durée prévisionnelle de […]

Lieu d'exercice de vos fonctions : […]

*ou* Lieux d'exercice de vos fonctions (lorsque vos fonctions sont exercées sur plusieurs lieux fixes) : […]

o*u* Vos fonctions sont exercées sur plusieurs lieux (lorsqu'il n'existe pas de lieux fixes ou principal d'exercice des fonctions).

**II. - Votre durée du travail ou votre régime de travail, les règles d'organisation du travail et les règles en matière d'heures supplémentaires**

**a. Durée du travail (cycle de travail) :**

Si vous exercez vos fonctions dans le cadre d'un cycle de travail, celui-ci est organisé dans les conditions prévues à l'[article 4 du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000771308&idArticle=LEGIARTI000006379391&dateTexte=&categorieLien=cid) pris pour l'application de l'[article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&idArticle=LEGIARTI000006366568&dateTexte=&categorieLien=cid) et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale.

**b. Autre régime (obligations de service, forfait, etc.) : durée de la période de référence retenue :**

Si vous exercez vos fonctions dans le cadre d'un régime distinct du cycle de travail, les règles applicables sont les suivantes *(à compléter selon la situation)* : […]

**c. Organisation du travail (textes définissant l'organisation du travail en matière de cycle, de recours aux horaires variables, aux astreintes, etc.) :**

Les textes relatifs à l'organisation du travail qui vous sont applicables sont les suivants *(à compléter selon la situation)* : […]

**d. Heures supplémentaires :**

Les règles applicables en matière d'heures supplémentaires sont définies :

- s'agissant d'un cycle de travail, par les articles 1 et 4 du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale et le [décret n° 91-875 du 6 septembre 1991](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000172116&categorieLien=cid) relatif au régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale ;

- le cas échéant, s'agissant d'un autre régime, par (*à compléter selon la situation*) : […]

**III. - Votre rémunération**

Votre rémunération est fixée en application des dispositions législatives et réglementaires suivantes : articles [L. 711-1 à L. 712-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423743&dateTexte=&categorieLien=cid), [L. 714-1 à L. 714-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423805&dateTexte=&categorieLien=cid) du code général de la fonction publique.

Votre rémunération est constituée des éléments suivants :

- Conformément au décret n° […] (indiquez le décret fixant l'échelonnement indiciaire applicable) :

✓ Indice majoré de rémunération : […]

✓ Traitement indiciaire brut : […] €

- Primes et indemnités liées à votre cadre d'emplois et aux fonctions assurées.

Votre rémunération sera versée chaque mois après service fait, par virement sur votre compte bancaire.

Autre(s) élément(s) constitutif(s) éventuel(s) de rémunération :

- indemnité de résidence prévue à l'[article L. 712-7 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423781&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

- supplément familial de traitement prévu aux [articles L. 712-8 à L. 712-11 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423783&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

- logement de fonction prévu aux [articles L. 721-1 à L. 721-3 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423851&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

- véhicule de fonction.

**IV. - Vos droits à congés rémunérés**

Selon les modalités fixées par les dispositions législatives et règlementaires ci-après, et selon votre situation (fonctionnaire titulaire, stagiaire ou en école de formation), vous avez droit :

- **à un congé annuel avec traitement :** [article L. 621-1 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423573&dateTexte=&categorieLien=cid) et [décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000690444&categorieLien=cid) relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

- **au(x) jour(s) de réduction du temps de travail** (temps de repos lié au dépassement de la durée annuelle de travail définie aux [articles L. 611-1 à L. 611-3 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423493&dateTexte=&categorieLien=cid)). Vous êtes concerné(e) si vous exercez vos fonctions dans le cadre d'un cycle de travail tel que prévu à l'[article 4 du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000771308&idArticle=LEGIARTI000006379391&dateTexte=&categorieLien=cid) pris pour l'application de l'[article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&idArticle=LEGIARTI000006366568&dateTexte=&categorieLien=cid) et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale et qui conduit à générer des jours de réduction du temps de travail en compensation du dépassement de la durée annuelle du travail ou si vous êtes au forfait tel que prévu par l'[article 10 du décret n° 2001-623](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000771308&idArticle=LEGIARTI000006379398&dateTexte=&categorieLien=cid) et réalisez des missions impliquant une durée du travail supérieure à la durée légale ;

- aux congés listés ci-dessous et liés à l'arrivée d'un enfant au foyer :

- **congé de maternité** : [articles L. 631-3 à L. 631-5 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423633&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 1 à 7 du décret n° 2021-846 du 29 juin 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000043715533&idArticle=JORFARTI000043715561&categorieLien=cid) relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale ;

- **congé de naissance** : [article L. 631-6 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423641&dateTexte=&categorieLien=cid) et [article 8 du décret n° 2021-846 du 29 juin 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000043715533&idArticle=JORFARTI000043715570&categorieLien=cid) relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale ;

**- congé pour l'arrivée d'un enfant en vue de son adoption** : [article L. 631-7 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423645&dateTexte=&categorieLien=cid) et [article 9 du décret n° 2021-846 du 29 juin 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000043715533&idArticle=JORFARTI000043715571&categorieLien=cid) relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale ;

- **congé d'adoption** : [article L. 631-8 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423649&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 10 à 12 du décret n° 2021-846 du 29 juin 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000043715533&idArticle=JORFARTI000043715572&categorieLien=cid) relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale ;

- **congé de paternité et d'accueil de l'enfant** : [article L. 631-9 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423651&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 13 à 14 du décret n° 2021-846 du 29 juin 2021](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000043715533&idArticle=JORFARTI000043715576&categorieLien=cid) relatif aux congés de maternité et liés aux charges parentales dans la fonction publique territoriale ;

- **au congé de représentation d'une association ou d'une mutuelle** : [articles L. 642-1 à L. 642-2 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423699&dateTexte=&categorieLien=cid) et [décret n° 2005-1237 du 28 septembre 2005](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000811804&categorieLien=cid) relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires du congé de représentation ;

- **au congé relatif à l'exercice de fonctions de préparation et d'encadrement des séjours de cohésion du service national universel** : [article L. 643-1 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423705&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

- **au congé pour accomplissement d'une période de service militaire, d'instruction militaire ou d'activité dans une réserve opérationnelle :** [articles L. 644-1 à L. 644-5 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423709&dateTexte=&categorieLien=cid)

- **au congé pour formation syndicale** : [article L. 215-1 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044421115&dateTexte=&categorieLien=cid) et [décret n°85-552 du 22 mai 1985](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000881816&categorieLien=cid) relatif à l'attribution aux agents de la fonction publique territoriale du congé pour formation syndicale ;

- **au congé de formation professionnelle** : [article L. 422-1 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044422306&dateTexte=&categorieLien=cid) et articles [8](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000017761652&idArticle=JORFARTI000017761696&categorieLien=cid) et [11 à 17-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000017761652&idArticle=JORFARTI000017761728&categorieLien=cid) du décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

- **au congé pour validation des acquis de l'expérience** : [article L. 422-1 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044422306&dateTexte=&categorieLien=cid) et articles [8](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000017761652&idArticle=JORFARTI000017761696&categorieLien=cid) et [27 à 33](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000017761652&idArticle=JORFARTI000017761747&categorieLien=cid) du décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

- **au congé pour bilan de compétences** : [article L. 422-1 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044422306&dateTexte=&categorieLien=cid) et articles [8](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000017761652&idArticle=JORFARTI000017761696&categorieLien=cid) et [18 à 26](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000017761652&idArticle=JORFARTI000017761737&categorieLien=cid) du décret n° 2007-1845 du 26 décembre 2007 relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

- **au congé de transition professionnelle** : [article L. 422-3 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044422314&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 34 à 40 du décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000017761652&idArticle=JORFARTI000017761706&categorieLien=cid) relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale.

**V. - Vos droits à la formation**

Selon votre situation (fonctionnaire titulaire, stagiaire ou en école de formation), vos droits à la formation sont fixés dans les conditions prévues par les dispositions législatives et réglementaires suivantes :

- articles [L. 421-1 à L. 422-19](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044422280&dateTexte=&categorieLien=cid), [L. 422-21 à L. 422-35](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044422360&dateTexte=&categorieLien=cid) du code général de la fonction publique ;

- [décret n°2007-1845 du 26 décembre 2007](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000017761652&categorieLien=cid) relatif à la formation professionnelle tout au long de la vie des agents de la fonction publique territoriale ;

- [décret n°2008-512 du 29 mai 2008](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000018886193&categorieLien=cid) relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux ;

- [décret n°2017-928 du 6 mai 2017](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000034640143&categorieLien=cid) relatif à la mise en œuvre du compte personnel d'activité dans la fonction publique et à la formation professionnelle tout au long de la vie.

**VI. - Les accords collectifs relatifs à vos conditions de travail comportant des dispositions édictant des mesures règlementaires**

Le ou les accords collectif(s) suivant(s) conclu(s) par votre employeur en application des articles [L. 222-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044421150&dateTexte=&categorieLien=cid) et [L. 222-3](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044421154&dateTexte=&categorieLien=cid) du CGFP comporte(nt) des clauses réglementaires et vous sont applicables :

[*Intitulé de l'accord*]. Cet accord intervient dans le domaine relatif à [*indiquez le(s) domaine(s) de l'accord, cf.*[*1° à 14° de l'article L. 222-3 du code général de la fonction publique*](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044421154&dateTexte=&categorieLien=cid)]. Il est entré en vigueur le [*Date*]. Cet accord prévoit les dispositions réglementaires suivantes : [*Description des clauses réglementaires applicables*].

*ou*

Néant

**VII. - L'organisme ou les organismes de sécurité sociale percevant vos cotisations et contributions salariales**

Votre rémunération est soumise à des cotisations et contributions salariales, perçues :

- soit par la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales (CNRACL) et l'établissement de retraite additionnelle de la fonction publique (ERAFP) pour les fonctionnaires qui occupent un emploi à temps complet ou qui occupent un ou plusieurs emploi(s) à temps non complet pour une durée de service totale au moins égale à 28 heures par semaine ([décret n°2022-244 du 25 février 2022](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000045243530&categorieLien=cid) déterminant le seuil d'affiliation à la caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales des fonctionnaires territoriaux nommés dans un ou plusieurs emplois permanents à temps non complet) ;

- soit par le régime général réglementé par le [code de la sécurité sociale](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCode.do?cidTexte=LEGITEXT000006073189&dateTexte=&categorieLien=cid) et l'institution de retraite complémentaire des agents non-titulaires de l'Etat et des collectivités publiques (IRCANTEC) pour les fonctionnaires qui occupent un ou plusieurs emploi(s) à temps non complet pour une durée de service totale inférieure à 28 heures par semaine.

**VIII. - Les dispositifs de protection sociale**

**1. Vous pouvez bénéficier des congés pour raisons de santé suivants :**

a. Congés de maladie : [articles L. 822-1 à L. 822-5 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423977&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 14 à 17 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000521836&idArticle=LEGIARTI000006370014&dateTexte=&categorieLien=cid) pris pour l'application de la [loi n° 84-53 du 26 janvier 1984](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&categorieLien=cid) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

b. Congé de longue maladie : [articles L. 822-6 à L. 822-11 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423989&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 18 à 19 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000521836&idArticle=LEGIARTI000006370018&dateTexte=&categorieLien=cid) pris pour l'application de la [loi n° 84-53 du 26 janvier 1984](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&categorieLien=cid) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

c. Congé de longue durée : [articles L. 822-12 à L. 822-17 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044424003&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 20 à 22 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000521836&idArticle=LEGIARTI000006370020&dateTexte=&categorieLien=cid) pris pour l'application de la [loi n°84-53 du 26 janvier 1984](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&categorieLien=cid) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

d. Si vous êtes fonctionnaire stagiaire, vous bénéficiez des congés pour raisons de santé dans les conditions prévues à l'[article 7 du décret n°92-1194 du 4 novembre 1992](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000528575&idArticle=LEGIARTI000006376262&dateTexte=&categorieLien=cid) fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale.

**2. A l'issue de vos droits à congés pour raison de santé,** vous pouvez bénéficier, sous conditions, de l'allocation d'invalidité temporaire ([articles D. 712-13 à D. 712-18 du code de la sécurité sociale](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006073189&idArticle=LEGIARTI000006738821&dateTexte=&categorieLien=cid)).

**3. Vous pouvez être autorisé(e) à accomplir votre service à temps partiel thérapeutique** : [articles L. 823-1 à L. 822-6 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044424049&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 13-1 à 13-13 du décret n°87-602 du 30 juillet 1987](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000521836&idArticle=LEGIARTI000044311512&dateTexte=&categorieLien=cid) pris pour l'application de la [loi n°84-53 du 26 janvier 1984](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&categorieLien=cid) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux.

**4. En cas d'accident de service ou de maladie professionnelle**, vous pouvez bénéficier d'un congé pour invalidité temporaire imputable au service : [articles L. 822-18 à L. 822-25 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044424017&dateTexte=&categorieLien=cid) et [articles 37-1 à 37-20 du décret n° 87-602 du 30 juillet 1987](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000521836&idArticle=LEGIARTI000038368958&dateTexte=&categorieLien=cid) pris pour l'application de la [loi n°84-53 du 26 janvier 1984](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000320434&categorieLien=cid) portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux.

**5. En cas d'incapacité permanente résultant d'un accident de service ou d'une maladie professionnelle,** vous pouvez bénéficier, sous conditions, de l'allocation temporaire d'invalidité : articles [L. 824-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044424063&dateTexte=&categorieLien=cid) et [L. 824-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044424065&dateTexte=&categorieLien=cid) du code général de la fonction publique et [décret n° 2005-442 du 2 mai 2005](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000810178&categorieLien=cid) relatif à l'attribution de l'allocation temporaire d'invalidité aux fonctionnaires relevant de la fonction publique territoriale et de la fonction publique hospitalière.

**6**. **Vous pouvez bénéficier de la participation de votre employeur au financement de votre complémentaire santé** : [décret n° 2011-1474 du 8 novembre 2011](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000024772150&categorieLien=cid) relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents.

**7. Vous bénéficiez des congés rémunérés pour raisons familiales mentionnés au IV.**

**8. Vous pouvez bénéficier des congés d'aidant suivants :**

a. Congé de présence parentale : [articles L. 632-1 à L. 632-4 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423657&dateTexte=&categorieLien=cid) et [décret n°2006-1022 du 21 août 2006](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000427518&categorieLien=cid) relatif aux modalités d'attribution aux fonctionnaires et aux agents non titulaires des collectivités territoriales du congé de présence parentale ;

b. Congé de solidarité familiale : [articles L. 633-1 à L. 633-4 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423667&dateTexte=&categorieLien=cid) ; [articles L. 168-1 à L. 168-7 du code de la sécurité sociale](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006073189&idArticle=LEGIARTI000021899931&dateTexte=&categorieLien=cid) ; [décret n°2013-67 du 18 janvier 2013](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000026955168&categorieLien=cid) relatif au congé pour solidarité familiale et à l'allocation d'accompagnement des personnes en fin de vie pour les fonctionnaires relevant de la [loi n°83-634 du 13 juillet 1983](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000504704&categorieLien=cid) portant droits et obligations des fonctionnaires ;

c. Congé de proche aidant : [articles L. 634-1 à L. 634-4 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423677&dateTexte=&categorieLien=cid) ; [décret n°2020-1557 du 8 décembre 2020](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000042637233&categorieLien=cid) relatif au congé de proche aidant dans la fonction publique ; [articles D. 168-10 à D. 168-18 du code de la sécurité sociale](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006073189&idArticle=LEGIARTI000023420237&dateTexte=&categorieLien=cid).

**9. Si vous êtes nommé(e) sur un emploi permanent à temps non complet**, vous pouvez vous reporter aux [articles 34 à 43 du décret n91-298 du 20 mars 1991](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000718718&idArticle=LEGIARTI000006373107&dateTexte=&categorieLien=cid) portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet.

**IX. - Procédures et droits en cas de cessation de vos fonctions**

La cessation définitive de vos fonctions, qui entraîne votre radiation des cadres, peut intervenir pour l'un des motifs ([article L. 550-1 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423383&dateTexte=&categorieLien=cid)) et selon les modalités suivants :

**Démission régulièrement acceptée** : [articles L. 551-1 à L. 551-2 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423387&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

Non réintégration à l'issue d'une période de disponibilité (hors fonctionnaires stagiaires) : [article 26 du décret n°86-68 du 13 janvier 1986](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000704342&idArticle=LEGIARTI000006369655&dateTexte=&categorieLien=cid) relatif aux positions de détachement, de disponibilité, de congé parental des fonctionnaires territoriaux et à l'intégration ;

**Licenciement pour insuffisance professionnelle,** selon les modalités prévues :

- aux [articles L. 553-1 à L. 553-3 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423397&dateTexte=&categorieLien=cid) et par le [décret n°85-186 du 7 février 1985](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000699195&categorieLien=cid) relatif à l'indemnité de licenciement pour insuffisance professionnelle due aux fonctionnaires des collectivités territoriales ;

- pour les fonctionnaires occupant un emploi à temps non complet : aux articles [16](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000718718&idArticle=LEGIARTI000006373075&dateTexte=&categorieLien=cid), [28](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000718718&idArticle=LEGIARTI000006373090&dateTexte=&categorieLien=cid) ,[30 à 33-1](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000718718&idArticle=LEGIARTI000006373094&dateTexte=&categorieLien=cid), [41 à 41-2](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000718718&idArticle=LEGIARTI000006373125&dateTexte=&categorieLien=cid) du décret n°91-298 du 20 mars 1991 portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

- pour les fonctionnaires stagiaires : à l'[article 5 du décret n°92-1194 du 4 novembre 1992](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000528575&idArticle=LEGIARTI000006376260&dateTexte=&categorieLien=cid) fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale ;

**Révocation** (hors fonctionnaires stagiaires), en application du [4° de l'article L. 533-1 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044423193&dateTexte=&categorieLien=cid) et selon la procédure prévue par le [décret n° 89-677 du 18 septembre 1989](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000000335719&categorieLien=cid) relatif à la procédure disciplinaire applicable aux fonctionnaires territoriaux ;

**Admission à la retraite** (hors fonctionnaires stagiaires) en application des articles [L.25](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070302&idArticle=LEGIARTI000006362731&dateTexte=&categorieLien=cid), [L.26](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000006070302&idArticle=LEGIARTI000006362734&dateTexte=&categorieLien=cid) et R.37 bis du code des pensions civiles et militaires et des articles [25](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000611945&idArticle=LEGIARTI000006400890&dateTexte=&categorieLien=cid) et [26](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexteArticle.do?cidTexte=JORFTEXT000000611945&idArticle=LEGIARTI000006400893&dateTexte=&categorieLien=cid) du décret n°2003-1306 du 26 décembre 2003 relatif au régime de retraite des fonctionnaires affiliés à la Caisse nationale de retraites des agents des collectivités locales  ;

**Perte de la nationalité française**, sous réserve des [dispositions de l'article L. 321-2 du code général de la fonction publique](https://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?cidTexte=LEGITEXT000044416551&idArticle=LEGIARTI000044421576&dateTexte=&categorieLien=cid) ;

**Déchéance des droits civiques** ;

**Interdiction par décision de justice d'exercer un emploi public.**

En outre, vous pouvez (hors fonctionnaires stagiaires) demander, jusqu'au 31 décembre 2025, à conclure une **rupture conventionnelle** avec votre employeur, dans les conditions prévues aux articles 72 de la loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et des [décrets n°2019-1593 du 31 décembre 2019](https://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000039727613&categorieLien=cid) relatif à la procédure de rupture conventionnelle dans la fonction publique et n°2019-1596 du 31 décembre 2019 relatif à l'indemnité spécifique de rupture conventionnelle dans la fonction publique et portant diverses dispositions relatives aux dispositifs indemnitaires d'accompagnement des agents dans leurs transitions professionnelles.

**X. - Informations supplémentaires (si vous exercez vos fonctions à l'étranger)**

Pays où vos fonctions sont exercées : […]

Durée prévisionnelle de votre affectation : […]

Devise servant au paiement de votre rémunération : […]

(Le cas échéant) Avantages en espèces ou en nature liés à la ou aux tâches confiées : […]

Modalités de votre rapatriement : […]

Date de remise du document :